

Pas vraiment de quoi être très fier...

Liberté de la presse : la France n'est qu'au 34^e rang

Publié chaque année depuis 2002 à l'initiative de Reporters sans frontières (RSF), le Classement mondial de la liberté de la presse est un outil de plaidoyer essentiel fondé sur le principe de l'émulation entre États. Sa notoriété lui confère une influence croissante auprès des autorités publiques nationales. Des chefs d'État ou de gouvernement redoutent chaque année sa parution. Selon RSF, le classement est « *une référence, citée par les médias du monde entier et utilisée par les diplomates et les organisations internationales telles que les Nations unies et la Banque mondiale* ».

Le classement est une liste de 180 pays et régions, établie selon le critère du degré de liberté dont jouissent les journalistes. Il est une « *photographie de la situation de la liberté de la presse, fondée sur une appréciation du pluralisme, de l'indépendance des médias, de la qualité du cadre*

légal et de la sécurité des journalistes dans ces pays et régions ».

Le degré de liberté dont jouissent les journalistes est déterminé grâce aux réponses d'experts à un questionnaire proposé par l'organisation et comprenant 87 questions.

France : 34^e – peut mieux faire !

En France, selon RSF, l'année 2019 a été marquée par une hausse très inquiétante d'attaques et de pressions contre les journalistes. Nombre d'entre eux ont été blessés par les tirs de LBD (lanceurs de balles de défense) et de gaz lacrymogène des forces de l'ordre, ou agressés par des manifestants en colère pendant le mouvement des Gilets jaunes, puis lors des manifestations contre la réforme des retraites. Ils ont souvent été entravés dans leur couverture, empêchés de filmer ou ont vu leur matériel confisqué.

Autre forme de pression inquiétante, le nombre croissant de cas d'intimidations judiciaires visant les journalistes d'investigation afin d'identifier leurs sources. Plusieurs d'entre eux enquêtant sur des sujets sensibles comme la vente d'armes par la France à l'Arabie saoudite ou des protagonistes en lien avec l'affaire Benalla, ont été convoqués par les services de renseignement. Si le procureur de Paris a classé sans suite l'enquête pénale qui visait certains journalistes, il a néanmoins estimé que l'infraction de violation du secret-défense était caractérisée et il a enjoint aux reporters de se conformer à la loi à l'avenir.

L'indépendance éditoriale des médias n'est pas assez assurée pour des raisons de détention capitaliste, de conflits d'intérêts qui sont plus grands qu'ailleurs – les groupes de médias étant de plus en plus détenus par de grands chefs d'entreprise qui ont des intérêts extérieurs et peuvent, le cas échéant, utiliser ces médias dans une logique d'influence. En plus du climat extrêmement violent entretenu à l'égard des journalistes par des responsables politiques qui tiennent des propos très durs, les journalistes sont aussi victimes de harcèlement en ligne et deviennent une cible privilégiée des trolls ⁽¹⁾ en tout genre dissimulés derrière leurs écrans et leurs pseudos.

(1) – Polémiques initiées volontairement sur un forum de discussion, un blog ou un réseau social dans le seul but de provoquer les autres intervenants et de générer des réactions en retour.

Aux données ainsi recueillies s'ajoute un relevé quantitatif des violences commises contre les journalistes sur la période prise en compte.

En 2020, la Norvège conserve pour la quatrième année consécutive sa place de premier tandis que la Finlande maintient sa deuxième position. Le Danemark est classé au troisième rang, en raison d'une baisse de la Suède et des Pays-Bas, confrontés à une recrudescence de cas de cyber-harcèlement. À l'autre extrémité du classement, peu de changements : la Corée du Nord (180^e) ravit la toute dernière place au Turkménistan, tandis que l'Érythrée (178^e) reste le pire représentant du continent africain.

RSF souligne que la Malaisie (101^e) et les Maldives (79^e), après une alternance politique, affichent les deux plus belles progressions du classement 2020 en gagnant respectivement vingt-deux et dix-neuf places. Ils sont suivis par le Soudan (159^e), qui gagne seize places depuis la chute d'Omar el-Béchir. Du côté des plus fortes baisses de l'édition 2020, Haïti, où des journalistes se retrouvent pris pour cible lors des violentes manifestations qui secouent le pays depuis deux ans, chute de vingt-et-une places et se situe désormais en 83^e position. Les deux autres reculs les plus importants se situent en Afrique : aux Comores (75^e, qui perd dix-neuf places) et au Bénin (113^e, qui en perd dix-sept) – deux pays où se multiplient les atteintes à la liberté de la presse.

Pour RSF, le classement démontre que les dix prochaines années seront sans doute une décennie décisive pour la liberté de la presse en raison de crises qui affectent l'avenir du journalisme : « *crise géopolitique (agressivité des modèles autoritaires), technologique (absence de garanties démocratiques), démocratique (polarisation, politiques de répression), de confiance (suspicion, voire haine envers les médias d'information) et économique (appauvrissement du journalisme de qualité)* ».

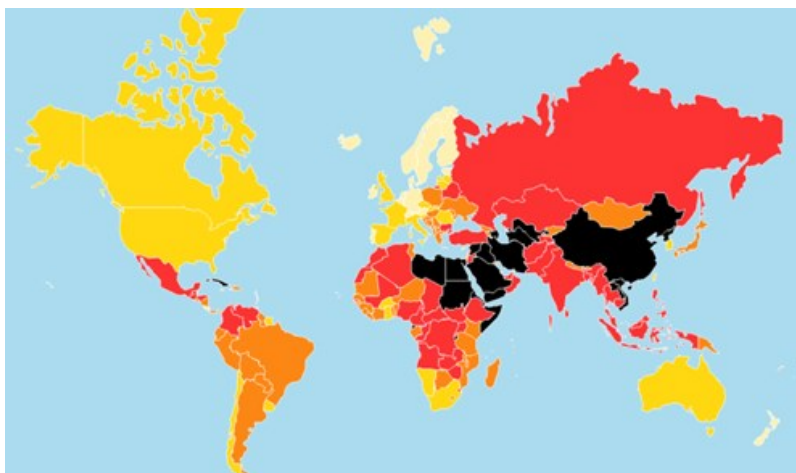
À ces cinq types de crises, s'ajoute désormais la crise sanitaire : « *L'épidémie de coronavirus fournit une illustration des facteurs négatifs pour le droit à l'information fiable, et elle est même un*

facteur multiplicateur ». Il existe « *une corrélation évidente entre la répression de la liberté de la presse à l'occasion de l'épidémie de coronavirus et la place des pays au classement mondial* ».

La Chine (177^e) et l'Iran (173^e), foyers de l'épidémie, ont mis en place des dispositifs de censure massifs. En Irak (162^e), l'agence de presse Reuters a vu sa licence suspendue pour trois mois, quelques heures après avoir publié une dépêche remettant en cause les chiffres officiels des cas de coronavirus. Même en Europe, en Hongrie (89^e), le Premier ministre Viktor Orbán a fait voter une loi dite « coronavirus » qui prévoit des peines allant jusqu'à cinq ans de prison pour la diffusion de fausses informations : « *Un moyen de coercition totalement démesuré* », selon RSF.

Les dix premiers pays : 1. Norvège (score de 7,84 ; 0 représente la meilleure note possible) ; 2. Finlande (7,93) ; 3. Danemark (8,13) ; 4. Suède (9,25) ; 5. Pays-Bas (9,96) ; 6. Jamaïque (10,51) ; 7. Costa Rica (10,53) ; 8. Suisse (10,62) ; 9. Nouvelle Zélande (10,69) ; 10. Portugal (11,83)... La France ne pointe qu'au 34^e rang (22,92).

Les dix derniers pays : 180. Corée du Nord (85,82) ; 179. Turkménistan (85,44) ; 178. Érythrée (83,50) ; 177. Chine (78,48) ; 176. Djibouti (76,73) ; 175. Vietnam (74,71) ; 174. Syrie (72,57) ; 173. Iran (64,81) ; 172. Laos (64,28) ; 171. Cuba (63,81)... La Turquie est 154^e (50,02) ; la Russie, 149^e (48,92) ; l'Inde, 142^e (45,33)...



Noir : pour la liberté de la presse, ce n'est pas fameux ! Rouge : guère mieux...

Pour ALLER
plus loin

RSF REPORTERS
SANS FRONTIÈRES

<https://rsf.org/fr/>